

## Comité consultatif de l'environnement Kativik

Compte-rendu  
de la  
66<sup>e</sup> assemblée

ORIGINAL

Adopté

Kuujuaq, le 22 mars 1995

---

La 66<sup>e</sup> assemblée du Comité consultatif de l'environnement Kativik a eu lieu le 22 mars 1995 aux locaux de l'Administration régionale Kativik à Kuujuaq.

Étaient présents :

M. Pierre Lauzon, président, Canada  
M. Bruno Desbois, ARK  
M. Claude Gilbert, ARK  
M. Jacques Giguère, Québec  
M<sup>me</sup> Noëlle De Roo Lemos, Québec  
M. Benoît Robitaille, Québec  
M. François Lemire, Canada  
M. Pierre Paulhus, Canada

M. Jacques Lacroix, secrétaire

Était absent :

M. Philippe di Pizzo, ARK

Invité :

M. Pierre Lefebvre, Direction de l'évaluation environnementale en milieu nordique et de la coordination, MEF

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du compte-rendu de la 64<sup>e</sup> assemblée
3. Suivis au procès-verbal de la 64<sup>e</sup> assemblée et affaires courantes
4. Révision des annexes 1 et 2 de la *CBJNQ*
5. Débat national sur l'énergie
6. Secrétariat et budget 1995-1996
7. *Varia*
8. Prochaine assemblée

◇ ◇ ◇

Ouverte de l'assemblée à 8 h.

### **1. Adoption de l'ordre du jour**

L'ordre du jour est modifié comme suit : les points 4 et 5 de même que la présentation de M<sup>me</sup> Lemos concernant la création d'une éco-zone dans la région du lac Guillaume-Delisle sont reportés à la prochaine assemblée. Le point 3 sera traité en *Varia*. Ces modifications sont nécessaires afin de donner place à la discussion sur la proposition d'entente CCEK – MEF.

### **2. Adoption du compte-rendu de la 64<sup>e</sup> assemblée**

Le compte-rendu de la 64<sup>e</sup> assemblée est adopté avec quelques corrections mineures.

### **3. Secrétariat et budget 1995-1996**

En début de discussion, les membres abordent les principes qui guident leur analyse et orientent leur position relativement au statut et au fonctionnement du Comité et de son secrétariat. Avant tout, le Comité est au service des gens du Nord et se doit de demeurer au Nord pour mieux défendre les intérêts des Inuit.

Le Comité doit jouir d'un degré d'autonomie acceptable, sinon complet, et préserver la légitimité que lui octroie la *CBJNQ*. Les membres souhaitent une décentralisation des mécanismes de contrôle (prévisions budgétaires, achats et comptabilité par exemple). La proposition d'entente administrative CCEK – MEF doit être modifiée pour mieux refléter ces principes.

Les membres discutent des propositions des membres ARK présentées dans un texte de travail déposé lors de l'assemblée précédente. Certaines de ces propositions, telles que bonifiées ou amendées par le Comité au cours de la présente discussion, seront présentées à M. Pierre Lefebvre. La proposition d'entente, de même que l'ensemble des modifications proposées par le Comité sont annexés au présent compte-rendu.

M. Lefebvre se joint à l'assemblée. M. Lauzon lui fait part des principaux commentaires formulés par les membres au sujet de l'entente proposée par son ministère, et lui transmet leurs préoccupations concernant le mandat du Comité, le degré d'autonomie souhaité et sa légitimité relativement à la *CBJNQ*.

M. Lefebvre résume les motivations qui ont mené au changement de fonctionnement proposé. Le MEF a l'intention de continuer à fournir les ressources nécessaires au fonctionnement du secrétariat du Comité. Il mettra à sa disposition des ressources dont dispose le ministère à Kuujuaq et à Québec ce qui, par le fait même, entraînera des économies substantielles. Il n'est pas du tout dans l'intention du MEF de rapatrier le secrétariat au Sud ni de lui imposer un fonctionnement à tendance centralisatrice. Il est de plus dans l'intention de son ministère d'établir des relations plus étroites avec le Comité.

M. Lefebvre explique que la proposition d'entente actuellement entre les mains du Comité est différente celle qu'il a transmise à la mi-février. Cette dernière a été modifiée suite à son examen par les avocats du ministère et par la CQEK. M. Lefebvre insiste sur le fait qu'étant donné que les deux organismes partagent des ressources humaine et matérielles, les deux ententes (CCEK et CQEK) doivent être harmonisées. En ce sens, toute modification à l'une ou l'autre des ententes doit nécessairement figurer au deux. Il ajoute que la proposition actuelle contient des clauses qui parent aux manquements des règles de régie interne du Comité, notamment en ce qui a trait aux dispositions et à la gestion financières.

Les membres du Comité croient que, malgré cette bonne volonté exprimée, une tendance se dessine, soit celle de lentement centraliser les pouvoirs et les mécanismes de contrôle à Québec. M. Lefebvre réplique que les opérations actuelles sont de nature strictement comptables et que ce qui importe est la présence du Comité au Nord.

La discussion porte sur des points majeurs de l'entente.

Article 3.1: les membres du Comité tiennent à ce que l'entente précise que le secrétaire voue 50% de son temps au Comité.

Article 3.2: les membres souhaitent mieux apprécier les pouvoirs du médiateur prévu à cet article, sinon l'exclure.

Article 4.2 : les membres souhaitent que le centre administratif du Comité demeure au Nord et que l'on évite de diviser les tâches administratives (prévisions budgétaires, achats, saisie des factures, etc.).

Article 4.5 : les membres du Comité sont d'avis qu'étant donné la non récurrence des frais liés aux activités du COFEX-Nord, celles-ci ne devraient pas figurer à l'entente. De plus, les membres ARK s'inquiètent du fait que l'entente ne prévoit pas d'honoraires pour les membres désignés par l'ARK (et non employés par celle-ci) ;

Article 5.4 : les membres veulent comprendre pourquoi le Comité ne peut devenir propriétaire des biens actuellement à la disposition du Comité et de ceux qui seront acquis.

M. Lefebvre répond à certains des éléments soulevés ci-haut. Notamment il mentionne qu'il est préférable de demander des montants pour le COFEX-Nord dès l'exercice de la demande budgétaires plutôt que par après. De plus, il explique que ce n'est pas dans les politiques de son gouvernement de payer des honoraires pour les membres de comités consultatifs, tel le CCEK. En ce qui a trait au partage du temps du secrétaire, il insiste sur la nécessité de trouver une formule souple qui puisse s'adapter à la réalité tout en admettant qu'il faut trouver le moyen d'éviter les abus. Il ajoute qu'il est ouvert à ce que des gestes administratifs additionnels soient délégués au secrétaire mais que sa Direction possède les ressources humaines et matérielles nécessaires à la tenue de la comptabilité (par exemple) et que dans ce cas, les coûts de ces ressources ne seront pas imputés au budget du Comité.

M. Lefebvre souhaite que les éléments litigieux lui soient transmis sous forme de propositions dans les meilleurs délais, dans le but que l'entente soit entérinée d'ici au 10 avril prochain et que la subvention soit émise à temps. Il rappelle que des résolutions doivent être adoptées pour donner force à certaines dispositions de l'entente. Le Comité avise M. Lefebvre que ces propositions lui seront acheminées sous peu.

M. Lauzon remercie M. Lefebvre de sa participation à cette assemblée et pour les clarifications qu'il a apporté sur certains aspects de l'entente.

Les membres du Comité procèdent à l'adoption de deux résolutions, l'une portant sur l'ouverture d'un compte bancaire à la Banque Canadienne Impériale de Commerce, succursale de Kuujjuaq, et l'autre sur les signataires des effets bancaires et administratifs. Ces résolutions sont annexés au présent compte-rendu.

#### 4. *Varia*

M. Lauzon annonce qu'il n'a pas l'intention de poursuivre son mandat au sein du Comité au-delà du 31 mars prochain. Il remercie tous les membres pour leur support et pour les moments agréables qu'il a passé en leur compagnie.

Faute de temps, les sujets à traiter à ce point sont reportés à la prochaine assemblée.

#### 5. **Prochaine assemblée**

Les membres conviennent de la nécessité de tenir la prochaine assemblée au plus tard à la mi-mai afin de traiter des points laissés en suspens lors des deux dernières assemblées. Le secrétaire verra à fixer une date en fonction des engagements de chaque membre. Il est convenu que cette assemblée aura lieu à Québec.

Fermeture de l'assemblée à 13 h 30

Le Secrétaire du Comité,



Jacques Lacroix





**Kativik Environmental Advisory Committee**

Minutes  
of the  
66<sup>th</sup> Sitting

**Adopted**

Kuujuaq, March 22, 1995

---

The 66<sup>th</sup> sitting of the Kativik Environmental Advisory Committee was held March 22, 1995 at the Kativik Regional Government offices in Kuujuaq.

**Present:**

Mr. Pierre Lauzon, Chairman, Canada  
Mr. Bruno Desbois, KRG  
Mr. Claude Gilbert, KRG  
Mr. Jacques Giguère, Quebec  
Ms. Noëlle De Roo Lemos, Quebec  
Mr. Benoît Robitaille, Quebec  
Mr. François Lemire, Canada  
Mr. Pierre Paulhus, Canada

Mr. Jacques Lacroix, Secretary

**Absent:**

Mr. Philippe di Pizzo, KRG

**Guest:**

Mr. Pierre Lefebvre, Direction de l'évaluation environnementale en milieu nordique et de la coordination, MEF.

ORIGINAL



## **AGENDA**

1. Adoption of the agenda
2. Adoption of the minutes of the 64th sitting
3. Follow-up to the 64th sitting and current business
4. Revision of schedules 1 and 2 of the JBNQA
5. National energy debate
6. Secretariat and 1995-1996 budget
7. Other
8. Next sitting

The sitting opened at 8 a.m.

### **1. Adoption of the agenda**

The agenda was modified as follows: items 4 and 5 as well as Ms. Lemos presentation on the creation of an ecozone in the Guillaume-Delisle Lake area were postponed to the next sitting. Item 3 will be dealt with under Other. These modifications were necessary so as to allow for discussion of the KEAC—MEF agreement proposal.

### **2. Adoption of the minutes of the 64th sitting**

The minutes of the 64<sup>th</sup> sitting were adopted with a few minor corrections.

### 3. Secretariat and 1995-1996 budget

At the beginning of the discussion, the members dealt with the principles which guided their analysis and the position they would take as relates to the status and operations of the Committee and the Secretariat. Above all, the Committee is at the service of the people of the North and must remain in the North to better defend the interests of the Inuit.

The Committee must have an acceptable degree of, if not complete, autonomy and preserve the legitimacy granted it in the *James Bay and Northern Québec Agreement* (JBNQA). The members recommended the decentralization of control mechanisms (budgeting, purchasing and accounting, for example). The KEAC—MEF administrative agreement proposal must be modified to reflect these principles.

The members discussed the proposals made by KRG members in a working paper tabled at the last sitting. Certain of these proposals, as improved or modified by the Committee during the present discussion, were to be presented to Mr. Pierre Lefebvre. The agreement proposal as well as all the modifications proposed by the Committee are appended to these minutes.

Mr. Lefebvre joined the meeting. Mr. Lauzon set forth both the main points formulated by the members relating to the agreement proposal made by the ministère de l'Environnement and de la Faune (MEF) and their concerns about the Committee's mandate, its degree of autonomy and its legitimacy under the JBNQA.

Mr. Lefebvre summarized the reasons which motivated the proposed change in operations. The MEF intends to continue providing the necessary resources for the Secretariat. It will make available its resources in Kuujuaq and in Quebec City. This alone will bring about significant savings. It is not in the least the intention of the MEF to move the Secretariat to the South nor to impose centralized operations. The MEF would however like to establish closer relations with the Committee.

Mr. Lefebvre explained that the agreement proposal which was currently in the hands of the Committee was not the same as that transmitted in mid-February. The earlier document was modified after it had been examined by the KEQC and lawyers for the MEF. Mr. Lefebvre insists that since both the Committee and the KEQC share the same human resources and materials, the two agreements must be harmonized. This means that any modification to one or the other of the agreements must necessarily be made to both. He added that the present proposal contains clauses which complements the rules regulating the internal management of the Committee, in particular as concerns the provisions and financial management.

The Committee members expressed the belief that, in spite of the goodwill shown, a tendency towards the centralization of power and control mechanisms at Quebec is slowly becoming apparent. Mr. Lefebvre replied that the current changes are strictly of an accounting nature and that the presence of the Committee in the North is important.

The discussion revolved around some of the main elements of the agreement:

Article 3.1: the Committee members insisted that the agreement state clearly that the secretary devote 50% of his time to the Committee.

Article 3.2: the members would like the powers of the mediator provided for in this article to be better defined. Otherwise, they would like them excluded.

Article 4.2: the members recommended that the administrative pool of the Committee remain in the North and that the division of administrative tasks (budgeting, purchasing, verification of invoices, etc.) be avoided.

Article 4.5: the Committee members recommended that, given the expenses for COFEX North activities are non-recurrent, these should not be included in the agreement. Furthermore, the KRG members were concerned because the agreement does not provide for honorariums for members appointed but not employed by the KRG.

Article 5.4: the members would like to understand why the Committee may not claim ownership of the assets which are currently being used and which will be acquired by the Committee.

Mr. Lefebvre responded to certain points that were raised. In particular, he mentioned that it would be better to request funding for COFEX North at the time of the budget submission rather than afterwards. Furthermore, he explained that it is not the policy of the Quebec government to pay honorariums to the members of consultation committees, like the KEAC. As concerns the division of the secretary's time, he insisted on the necessity of finding a flexible solution which can be adapted to real circumstances while he conceded that a means of avoiding abuses should also be found. He added that he was open to the idea that additional administrative tasks be transferred to the secretary although the Direction has the necessary human resources and materials to handle accounting, for example. The costs for these services would not be charged to the Committee's budget.

Mr. Lefebvre asked that the contentious points be transmitted to him in the form of proposals as soon as possible in order that the agreement could be ratified by April 10 and funding could be provided on time.

He reminded members that some resolutions would have to be adopted for certain provisions in the agreement to take effect. The Committee advised Mr. Lefebvre that the proposals would be forwarded to him shortly.

Mr. Lauzon thanked Mr. Lefebvre for his participation at the meeting and for the clarifications that he made to certain aspects of the agreement.

The Committee members then adopted two resolutions, one concerning the opening of a bank account at the Kuujjuaq branch of the Canadian Imperial Bank of Commerce and the other concerning signatories of bank and administrative instruments. These resolutions are appended to the present minutes.

#### 4. Other


Mr. Lauzon announced that he will cease his duties with the Committee as of March 31. He thanked all the members for their support and for the enjoyable moments they shared.

Due to a lack of time, the other points to be dealt with under this item were postponed to the following sitting.

#### 5. Next sitting

The members agreed that it was necessary to hold the next sitting no later than mid-May so as to deal with the items shelved during the last two sittings. The secretary will set a date taking into account the prior commitments of each member. It was agreed that the next sitting will be held at Quebec City.

The sitting closed at 1:30 p.m.

  
Jacques Lacroix  
Secretary

**Resolution CC-95-01**

It is resolved that:

The Kativik Environmental Advisory Committee designate the Kuujjuaq branch of the Canadian Imperial Bank of Commerce to deposit its funds, keep its securities and carry out the transactions necessary for its financial operations.

Moved by: Benoît Robitaille

Seconded by: Pierre Lauzon

**Adopted unanimously**



Jacques Lacroix

Secretary

March 22, 1995

**Resolution CC-95-02**


It is resolved that:

The Kativik Environmental Advisory Committee designate Mr. Philippe di Pizzo, Committee chairman beginning April 1, 1995, and Mr. Jacques Lacroix, Committee secretary, to be signatories of any instrument, document, contract or other administrative commitment and to sign any cheque or other payment authorizations, promissory notes or debt securities issued, honoured or endorsed on behalf of the Committee.

Moved by: Noëlle Lemos

Seconded by: Bruno Desbois

**Adopted unanimously**

  
Jacques Lacroix  
Secretary

March 22, 1995